

Profession **EDUCATION**



**SANTÉ DES PERSONNELS
UN CAPITAL À PRÉSERVER**

**SGEN
CFDT**

Octobre 1993 ■ Mensuel ■ 15 F

35

RECEVEZ-VOUS VOTRE BULLETIN CATEGORIEL ?

Outre *Profession Education*, mensuel envoyé à tous les adhérents, le Sgen-CFDT édite des bulletins spécifiques à certaines catégories de personnels.

Recevez-vous celui qui vous concerne ? Faute de quoi, signalez-le à votre syndicat local.

Voici la liste des bulletins de catégorie : Agir Atoss, conseillers

d'orientation, instituteur spécialisé, inspecteurs, retraité, *Eden* (équipe de direction de l'Education nationale, ex-PDA), enseignant d'EPS, CE/CPE, enseignement agricole, MI-SE, *L'atout maître* (pour les formateurs en IUFM), étudiants et stagiaires d'IUFM, personnels de bibliothèques. *Campus* (destiné aux adhérents de l'enseignement supérieur) est diffusé par abonnement.

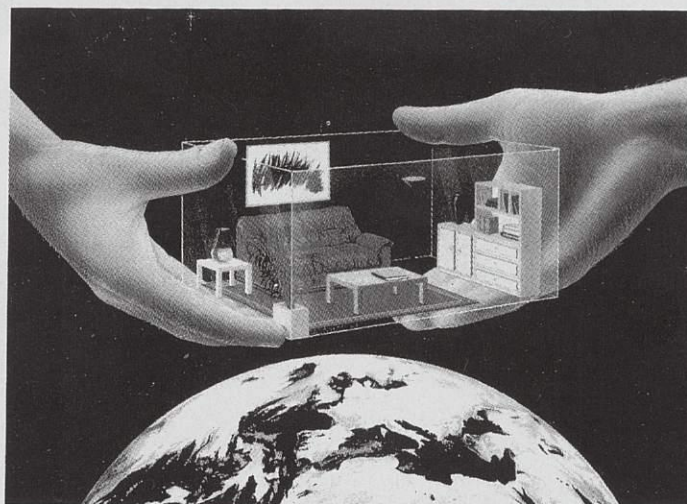


AGS déménage tout le monde aux quatre coins de la terre.

DEVIS GRATUIT

Leader sur l'outre-mer, AGS est le grand spécialiste du déménagement longues distances. Pour vous, les hommes AGS s'occupent de tout : emballage, transports routiers, maritimes ou aériens, douane, dossier administratif*, transport de voiture, etc. Responsable unique sur l'outre-mer, disposant des meilleurs correspondants ailleurs, AGS vous assure en permanence le maximum de qualité et de sécurité.

*Facilités de paiement pour les fonctionnaires mutés dans les Dom-Tom et à l'étranger.



NUMERO VERT 05 05 05 47

APPEL GRATUIT

Pour toute la Métropole

Paris
9, rue Thomas-Edison
92230 Gennevilliers
Tél. : (1) 40 85 90 10

Le Mans
Tél. : 43 72 13 44

Nantes
Tél. : 40 92 09 50

Brest
Tél. : 98 41 50 11

Dinan
Tél. : 96 39 32 92

Troyes
Tél. : 25 79 00 23

Grenoble
Tél. : 76 62 05 64

Marseille
Tél. : 91 02 62 40

Carcassonne
Tél. : 68 47 61 61

Tarbes
Tél. : 62 93 55 01

Marmande
Tél. : 53 64 13 46

Guadeloupe
Baie Mahault

Tél. : (590) 26 72 71
26 60 54

Martinique
Tél. : (596) 50 05 15
50 05 16

Guyane
Cayenne

Tél. : (594) 35 41 60

La Réunion
Le Port

Tél. : (262) 43 41 72
43 41 77

Mayotte
Tél. : (269) 61 17 17
61 17 29

Nouvelle-Calédonie
Tél. : (687) 28 63 33
28 23 70

Tahiti
Tél. : (689) 43 39 55

Agents à Djibouti et Saint-Pierre-et-Miquelon

MAÎTRES AUXILIAIRES ET SURVEILLANTS

DEMI-MESURE ET PLEIN DÉSORDRE

Placer des maîtres auxiliaires sur des postes de surveillant : ce nouveau gadget ministériel ne satisfait ni les MA, ni les étudiants en attente d'un poste. Les enseignants effectuent des milliers d'heures supplémentaires. Le Sgen-CFDT appelle tous les personnels à les transformer en emplois.



Decout/Réa

Mille postes de surveillants pour plus de dix mille MA au chômage, ça se bouscule à tous les étages.

L'attribution de postes de MI-SE aux maîtres auxiliaires sans emploi, en lieu et place de l'allocation chômage, s'ils le souhaitent, est une des raisons fortes qui ont motivé la non signature du Sgen-CFDT au bas du protocole "relatif à la résorption de l'auxiliariat".

Cette mesure est la conséquence "logique" si l'on peut dire, de l'absence d'un plan pluriannuel de recrutement et d'un véritable plan de titularisation. Elle conduit, à un bout de la chaîne, les nouveaux titulaires à connaître des situations de quasi précarité et, à l'autre

bout, les étudiants candidats à un poste de surveillants à se retrouver le bec dans l'eau. Le maître auxiliaire qui choisira cette situation en désespoir de cause aura à juste titre le sentiment que son expérience professionnelle acquise méritait mieux que cela. Le nombre de postes de surveillants proposés par le ministre de l'Éducation nationale est bien sans commune mesure avec les besoins : 1 000 postes proposés (sur les 3 à 4 000 annoncés) pour plus de 10 000 maîtres auxiliaires sans emploi à la rentrée !

AGIR POUR L'EMPLOI

Comme si le ministère ou les rectorats mesuraient eux-mêmes que cette proposition ne peut être qu'une demi-mesure ou un expédient. Mais qui suffit à mettre le désordre dans le service de surveillance avec une série de postes non affectés à la rentrée en l'attente du mouvement des maîtres auxiliaires. Un sacré paradoxe pour un ministère qui se dit soucieux de l'encadrement des jeunes et de la présence d'adultes dans les établissements, en particulier au moment de la rentrée. Il est douteux au bout du compte que la formule connaisse un grand succès. Poursuivant l'action commune entreprise l'année dernière, le Sgen-CFDT, la CGT et la Faen appellent les personnels à se battre ensemble "en particulier pour la transformation des heures supplémentaires en emplois".

Michel Redoutey

ÉDITO

L'EMPLOI !

Les charrettes de licenciements se succèdent - Peugeot, Bull, Air France, Chausson... - Avec plus de trois millions de chômeurs, la situation est dramatique. Il est de notre responsabilité syndicale de contribuer à améliorer la loi quinquennale sur l'emploi. Il est aussi de notre responsabilité de dire qu'elle est très loin de répondre à l'ampleur de l'exclusion. La création massive d'emplois n'est pas au centre de cette loi. Au contraire, elle donne des avantages financiers au patronat, sans contrepartie. Certes, il ne s'agit pas de miser d'abord sur un hypothétique retour à une croissance forte. Mais pourquoi une réduction significative de la durée du travail avec créations d'emplois n'est-elle pas à la base de la problématique ? Le gouvernement essaie de faire croire qu'il combat le chômage. Dans notre secteur professionnel, plusieurs milliers de non-titulaires sont sur le carreau. L'accord bâclé signé par certains syndicats avec F. Bayrou révèle son inefficacité.

Même les conditions d'emploi des titulaires se dégradent. Parallèlement au non réemploi des non-titulaires, les heures supplémentaires sont utilisées massivement. Et, dans le projet de budget pour 1994, elles sont encore en augmentation ! Cela suffit ! Exprimons notre détermination. L'action interprofessionnelle du 15 octobre va dans ce sens. Il faut la réussir. Au nom de la solidarité et de la lutte pour l'emploi, le Sgen-CFDT a appelé tous les personnels à l'action : transformer une partie des heures supplémentaires en emplois, c'est possible. Au moment où s'amoncellent aussi les nuages sur la protection sociale, cette action doit être un tremplin pour une riposte unitaire beaucoup plus forte.

Jean-Michel Boullier

SOMMAIRE

3	ÉDITORIAL
3	ACTUALITÉ LE MOIS
4	Maîtres auxiliaires
5	Loi quinquennale
6	Le budget
6	Rentrée des stagiaires
7	INTERNATIONAL
	Droit d'asile en Europe
8	INITIATIVES
	Livre blanc des écoles en Val-de-Marne

9/14	DOSSIER
	Santé des personnels un capital à préserver
15	NOTES DE LECTURE/PA
	MÉTIER
16	La précarisation des titulaires
17	brèves catégorielles
18	L'INVITÉ
	J.-L. Ordonneau
	Couverture : Allard/Réa

EN BREF

SALAIRES

Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une négociation salariale dans la Fonction publique pour les années 94 et 95 seulement. Pas question pour le Sgen-CFDT de faire l'impasse sur 1993. L'augmentation de 1,8 % au 1^{er} février 1993 ne concernait que l'année 1992. Au bout du compte, il s'agit d'assurer le maintien du pouvoir d'achat pour tous, hors GVT (glissement, vieillesse, technicité. C'est à dire essentiellement les promotions) et mesures catégorielles, type "Jospin" et "Durafour". Le Sgen-CFDT veut également obtenir des mesures pour les bas salaires : objectif indice 300 minimum (6600 F net).

LOI FALLOUX

La modification de la loi Falloux a été reportée par le gouvernement. Le Sgen-CFDT avait demandé l'abandon de ce texte au moment de sa discussion à l'Assemblée nationale. Il ne peut qu'être satisfait par ce report. Il ne faut pas pour autant crier victoire. La majorité politique veut développer et favoriser l'enseignement privé au détriment du public. Que le gouvernement sache que le Sgen-CFDT se mobilisera au cas où une nouvelle attaque serait orchestrée !

CONVERGENCES EN LP

Le Sgen-CFDT, le Snetaa et l'Unsen-CGT se sont rencontrés le 9 septembre. Les conditions de la rentrée et les projets du gouvernement sur la formation professionnelle ont suscité des critiques convergentes (voir ci-contre). Les syndicats appellent les personnels à prendre des initiatives dans les établissements.

INTERDIT D'ENSEIGNER

L'inspection générale de philosophie vient de refuser l'affectation de Philippe Meirieu sur un poste de professeur de philosophie. Motif : cette demande est une "provocation inacceptable". Il faut dire que P. Meirieu, chercheur bien connu en sciences de l'Éducation, a dirigé voilà peu une thèse de Michel Tozzi, thèse très critique sur la didactique de la philosophie. Aux dernières nouvelles, le "provocateur" enseigne le français en collège. Cette discipline est-elle moins subversive, ou son inspection générale est-elle moins chatouilleuse ?

LOI QUINQUENNALE

ON A DÉJÀ GOÛTÉ, MERCI !

Le projet de loi quinquennale sur l'emploi et la formation repose sur une logique libérale de mesures financières pour le patronat sans contrepartie.

A l'Éducation nationale, le gouvernement délaisse la formation initiale publique. Inacceptable !



La CFDT demande que l'ANPE serve de "guichet unique" pour l'accueil, l'information, l'orientation et le suivi des jeunes.

Allègement des charges sociales, réduction du coût du travail, flexibilité : vieilles recettes d'une politique dont on connaît le peu d'effets durables sur l'emploi. Les quelques ouvertures dans la négociation sur la réduction du temps de travail, sur le capital temps formation, et sur l'amélioration du dispositif de formation continue et d'insertion des jeunes sont loin d'être suffisants. D'ailleurs, quelle crédibilité accorder aux entreprises en matière d'embauche quand l'État lui-même, le premier employeur du pays, annonce la réduction des emplois sur cinq ans dans les fonctions publiques ? Comment inciter les collectivités et les associations à former les CES (contrat emploi solidarité) quand l'Éducation nationale

n'assure pas la formation des siens et s'en sert comme emplois précaires permanents ? Comment croire à la réduction des heures supplémentaires pour créer des emplois quand l'Éducation nationale les rend obligatoires et licencie des maîtres auxiliaires ?

RÉTRO ET STUPIDE

Comment penser qu'il y aura une négociation effective sur la réduction du temps de travail quand l'Éducation nationale, première entreprise du pays, refuse d'abolir l'horaire dérogatoire (40,5 h) de ses propres Atoss ?

Quant à la formation professionnelle, la loi institue, à marche forcée, le développement de l'apprentissage sans contrepartie pour la formation initiale publique, contraire-

ment à la demande du Sgen-CFDT. En refusant de donner la priorité à la formation professionnelle initiale publique, le gouvernement commet là une grave erreur de stratégie. Car pour augmenter globalement le flux des jeunes vers la formation professionnelle, il faut promouvoir simultanément les deux filières en complémentarité et non en concurrence.

Que dire aussi de la stupide proposition, de créer une classe de préapprentissage (CPA) dès l'âge de 14 ans ! Cela rétablit de fait, avant même le commencement de la concertation sur les collèges, un palier d'orientation en cinquième. Cela ouvre une voie de relégation facile pour éliminer les élèves en difficulté, en faisant l'économie d'une réforme nécessaire. Le Sgen-CFDT s'est opposé à ce projet de loi et a demandé au Conseil supérieur de l'éducation puis au Conseil national de l'enseignement agricole : la suppression des articles concernant la création de CPA, l'agrément *a posteriori* des maîtres d'apprentissage, l'institution de l'ANPE comme "guichet unique" pour l'accueil, l'information, l'orientation, le suivi des jeunes. Il a aussi proposé des amendements visant à réaffirmer le rôle pondérateur de l'État pour maintenir l'équité entre les régions et affirmant la nécessité de consulter les conseils académiques de l'Éducation nationale (CAEN) et les conseils régionaux de l'enseignement agricole (CREA) lors de la constitution des plans régionaux de formation.

Claude Azéma

GERMINAL

UN BUDGET SANS PERSPECTIVES

Les restrictions budgétaires n'épargnent aucun ministère.

Même ceux de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche ne sont pas épargnés. Inventaire morose pour des budgets peu enthousiasmants.

Les temps sont durs, le budget de l'État en souffre, les budgets de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche moins que d'autres sans doute.

Mais enfin, comment Monsieur Bayrou fera-t-il pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés ?

Un exemple ? Chacun s'accorde à penser que l'amélioration de la situation dans les établissements difficiles requiert la présence d'adultes, pas seulement enseignants. La réponse budgétaire à cette demande, c'est le recours à mille nouveaux appelés du contingent, mais seulement 10 postes de médecins, 55 de personnels médico-sociaux, aucun conseiller principal d'éducation supplémentaire, aucun surveillant, pas non plus de conseiller d'orientation-psychologue. 485 emplois d'Atoss seront affectés à ces établissements difficiles, mais du coup, il n'y en aura pas pour assurer l'ouverture des nouveaux établissements : on fera encore appel à des CES (contrats emploi solidarité).

Un autre exemple ? Le maintien des services publics en zone rurale : comment les inspections d'académie assureront-elles cette priorité nationale, quand il faudra, avec le même nombre d'instituteurs et professeurs d'école, faire face aussi aux besoins des quartiers urbains et à l'augmentation des effectifs prévue à la prochaine rentrée ?

Dans le second degré les deux mille postes d'enseignants créés représentent un strict ajustement aux aug-



Heu...reux ! Pas vous ?

mentations d'effectifs. Et la réforme des lycées se poursuivra à coup d'heures supplémentaires, le meilleur moyen, comme chacun sait, de la rénovation pédagogique ! Quant à transformer les heures supplémentaires en postes budgétaires pour assurer l'emploi et la titularisation des maîtres-auxiliaires, il n'en est nullement question.

FREIN SUR LES CRÉATIONS D'EMPLOI

Les engagements pris en matière de revalorisation seraient respectés sans plus : les processus d'intégration suivront leur train de sénateur.

L'enseignement supérieur et la recherche sont plus mal lotis encore et si les acquis des dernières années ne sem-

blent pas profondément remis en question, le projet de budget traduit un début de régression : l'insuffisance des créations d'emplois d'enseignants-chercheurs ne permettra pas de respecter les contrats Etat-universités déjà signés. Il y aura dégradation du taux d'encadrement des étudiants. Insuffisance aussi des créations de postes Atoss : ainsi le développement entrepris ces dernières années des bibliothèques universitaires sera compromis. Et si l'on prend l'exemple de la recherche médicale, là encore les priorités affichées ne se traduisent pas en termes budgétaires. Au total deux budgets qui manquent singulièrement de souffle et de perspective : ô projets ! ô budget !

Michel Redoutey

EN BREF

B.A.-BA

F. Bayrou n'en finit pas de dire tout et son contraire au sujet de la lecture. Avant l'été, l'illettrisme était dû aux méthodes d'apprentissage. Cet automne, nouvelle vérité : ce sont les enseignants qui faillissent. Ils seraient la cause directe de l'échec d'un enfant sur trois.

Auraient-ils fait le choix d'une mauvaise méthode ? Maîtriserait-ils mal la méthode choisie ? Ou seraient-ils simplement des incapables ?

Le ministre s'est refusé à en dire plus. Des propos inutiles qui alimenteront un peu plus l'inquiétude des parents.

CONCOURS : LE "CANADA DRY"

Le ministère n'a pas perdu de temps. L'arrêté du 3 août 93 règle le sort de l'épreuve professionnelle des concours de recrutement préparés par les IUFM : il avait attiré les foudres conjointes du RPR et de quelques pontes universitaires... L'intervention de quelques présidents de jury et inspecteurs généraux a empêché sa suppression mais le produit en est une pâle imitation.

L'épreuve n'est plus appuyée sur l'expérience du candidat, et redevient une interrogation orale du jury auquel il faut répondre de façon théorique.

Pour le Capet ou le Capeps, le candidat conserve une certaine initiative en présentant un dossier mais pour les disciplines "nobles" du Capes, le dernier mot restera à l'université, garante du haut niveau disciplinaire, alpha et oméga d'une bonne formation d'enseignant...

DÉLÉGUÉS ÉLÈVES

Des associations de jeunes présentes dans les établissements scolaires (MRJC, JEC, JOC, FIDL), l'Aumônerie de l'Enseignement laïc, la FCPE et le Sgen-CFDT organisent une semaine de sensibilisation du 4 au 11 octobre sur l'importance du rôle du délégué élève.

Objectifs : rappeler et faire appliquer les textes reconnaissant les élus élèves en conseil de classe ou d'administration comme interlocuteurs ; redéfinir la nébuleuse "vie scolaire" autour de la notion de vie démocratique à l'intérieur de l'établissement. Adhérents du Sgen-CFDT, contactez nos partenaires !

EN BREF

AGIR SUR LES HEURES SUP.

Refuser les heures supplémentaires n'est pas toujours simple et demande un long travail d'explication. Des étapes peuvent être programmées. Sur l'académie de Nantes, à l'initiative du Sgen-CFDT, plusieurs rencontres intersyndicales (Sgen-CFDT, FSU, SE, SNCL) ont permis de déboucher sur une proposition d'action limitée.

Une enquête précise sur "la réalité des heures sup. dans cinquante établissements" de l'académie va permettre l'élaboration d'un dossier. Il servira de base à une intervention commune au comité technique paritaire du 11 octobre et à une conférence de presse. Il sera également envoyé à tous les parlementaires. Créer des emplois, il ne suffit pas d'en parler. A Nantes, on y travaille.

LIVRE NOIR À L'AGRICULTURE

Le Sgen-CFDT a participé à une intersyndicale regroupant FO, le Snetap-Fen, la FSU, la FGAF et la CFDT au ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Un livre noir de l'emploi a été élaboré. Nous demandons à l'Etat employeur de ne pas "se dédouaner de ses responsabilités au moment où la France compte plus de trois millions de chômeurs et des centaines de milliers de personnes à statut précaire". L'intersyndicale demande la création de 3 500 postes permanents dans ce ministère.

REFUS DE TITULARISATION

Quatorze instituteurs du Doubs, recrutés sur liste complémentaire des instituteurs en 1991, ont appris qu'ils ne seraient pas titularisés à la rentrée.

Leur pratique professionnelle n'est pas en cause, en revanche leur formation théorique a été jugée insuffisante. Ils ont échoué au devoir sur table organisé par l'IUFM. Et pour cause ! A la place des deux années de formation dispensée habituellement, ces instituteurs n'ont eu droit qu'à huit semaines.

Grâce à l'action syndicale, l'administration est revenue sur la prolongation de scolarité. Reste à éviter tout risque de second échec et de licenciement.

RENTREE DES STAGIAIRES

LA FORMATION C'EST FLOU

Sylvie, professeur stagiaire, effectue un service de 6 heures en lycée.

Claire, également professeur stagiaire mais issue du concours interne, a un service de 15 heures.

Toutes les deux regrettent le manque de formation pédagogique et les problèmes d'affectation à la rentrée.



F. Balédent

Les stagiaires professeurs des écoles effectueront des stages sur le terrain en alternance avec des périodes à l'IUFM. Les anciens instituteurs resteront sur leur poste.

« **P**as très organisée la rentrée ! L'établissement attendait une prof de comptabilité et il a fallu bousculer les emplois du temps pour dégager six heures d'économie-gestion. » La première impression de Sylvie pour sa rentrée comme professeur stagiaire en lycée est tranchée.

Claire, également stagiaire dans l'académie d'Amiens, partage cet avis. Institutrice durant quatorze ans, elle passe brillamment le Capes interne l'an dernier. Son statut, unique dans l'académie, dérange les services du rectorat qui ne savent comment la nommer. D'abord dans deux lycées, avec quatre aller-retour par jour et 21 heures par semaine, elle aura finalement, un service de 15 heures dans un seul établis-

sement, avec 3 heures supplémentaires et 3 heures de formation !

Le flou est encore de rigueur pour la formation. « En première année d'IUFM, regrette Sylvie, on nous prépare à passer le concours, pas à être prof. On arrive à la rentrée sans connaître ni les programmes ni le fonctionnement des établissements. »

Cette année, la pédagogie doit avoir droit de cité. Sylvie ira à l'IUFM d'Amiens deux jours toutes les deux semaines et sera suivie par un tuteur. Dernier avatar des changements d'emploi du temps, le tuteur, professeur dans le même établissement, a cours aux mêmes heures que Sylvie. Les observations de séquences seront difficiles à programmer... « J'ai

un peu l'impression de servir de bouche-trou ! », remarque Sylvie.

Claire ne regrette pas d'avoir enseigné dans le premier degré : « Je suis arrivée à l'oral du Capes avec des bases que ne pouvaient avoir les autres candidats. J'ai d'ailleurs obtenu une bonne note grâce à cela. » Cette année, les trois heures hebdomadaires de formation auxquelles elle a droit, sont regroupées en cinq semaines de stage d'observation en collège et en lycée et une semaine de stage Mafpen (mission académique de formation des personnels de l'Éducation nationale).

MANQUE DE SOUPLESSE

Pour chacune, l'accueil dans l'établissement a été agréable. Mais être nommée le 1^{er} septembre pour rentrer le 6, cela fait un peu court. Sylvie ne comprend toujours pas la logique des affectations. « Il y a plein de postes vacants près de chez moi et je suis nommée à 50 kilomètres ! Autre aberration, nous sommes quatre stagiaires éco-gestion sur l'académie. On nous a affectés selon nos vœux dans l'ordre de classement du concours. Une collègue ayant une situation familiale difficile doit effectuer plus de 150 kilomètres alors qu'un arrangement était possible entre nous. »

Grand flou et manque de formation pédagogique, le constat des stagiaires est sévère. Les revendications du Sgen-CFDT pour les IUFM restent plus que jamais d'actualité.

François Balédent

EUROPE ET DROITS DE L'HOMME

LA STRATÉGIE DU BUNKER

Révision ou non de la Constitution ? Tout le monde l'a bien compris : l'enjeu est moins une compatibilité entre l'accord de Schengen et la Constitution française qu'une volonté politique de réduire les possibilités de demande d'asile. Ce repli risque d'écorner les textes internationaux relatifs aux droits de l'Homme et de générer la xénophobie.

L'accord de Schengen prévoit la libre circulation des nationaux à l'intérieur des frontières des signataires (cinq actuellement : France, Allemagne, Bénélux). Cette disposition a pour corollaire la mise en cohérence des politiques nationales concernant l'accueil des étrangers.

Actuellement, l'examen d'un dossier de demande d'asile par l'un des pays dispense les autres de l'étudier à son tour, mais ne lui interdit pas de le faire, si sa législation nationale le prévoit. C'est encore le cas de la France, que sa Constitution oblige à étudier une demande qui lui est faite. L'accord de Schengen et la Constitution française sont compatibles. Mais, pour dispenser la France d'examiner une demande rejetée par un autre pays, une révision de la Constitution est nécessaire. C'est ce qu'a confirmé le Conseil d'Etat le 23 septembre.

Cette même mécanique de surenchère entre textes nationaux et internationaux, pour aller à marche forcée vers une gestion unique des demandes d'asile, est en marche ailleurs. En Allemagne, en Belgique, "l'harmonisation" se fait par un durcissement des législations nationales. D'autres, comme la Grèce ou les Pays-Bas, renacent à rejoindre le "club Schengen" et donc à limiter les protections juridiques des demandeurs.

Tous les pays démocratiques s'accordent à dire qu'accueillir les étrangers en danger est un devoir. Mais les notions de "persécutions



Au nom même de l'intégration des populations immigrées, le bunker Europe se construit.

politiques" (Constitution allemande) ou de "persécutions pour leur action en faveur de la liberté" (Constitution française) ne s'appréhendent pas globalement. L'établissement d'une liste de pays "où de telles persécutions n'existent pas" est bien aléatoire.

LES "HONNÊTES CITOYENS"

Il est impensable de débouter quiconque sans un examen attentif de son cas personnel. Et sur ce point, aucune solution respectant la dignité des demandeurs n'a encore été proposée. Les zones internationales de transit (le mot "camps" est tabou) n'en sont pas une !

Au-delà de l'harmonisation des modalités du droit d'asile "politique" dans le respect des conventions internationales sur les Droits de

l'Homme, le contrôle de l'immigration pose aussi le problème des demandes d'asile "économiques" : en compensation au repli de l'Europe, les solidarités Nord-Sud ou Ouest-Est seront-elles étendues ? Le dispositif policier nécessaire à l'efficacité du contrôle de l'immigration engendrera-t-il un sentiment de sécurité ou favorisera-t-il les angoisses diffuses d'invasion ?

Cette Europe, ayant "l'Oder et l'Algésiras" comme frontières, qu'Alain Lamassoure, actuel président du comité des ministres de Schengen et ministre des Affaires européennes français, décrit comme "un espace de liberté et de sécurité pour les honnêtes citoyens" est-elle bien l'Europe des libertés de notre héritage culturel, celle que nous voulons transmettre à nos élèves ?

Colette Marlin

EN BREF

ARABIE SAOUDITE : PERSÉCUTIONS

Amnesty International dénonce les persécutions dont sont victimes les minorités religieuses en Arabie Saoudite. Ces persécutions se seraient nettement accentuées depuis la crise du Golfe, en 1990. "Aucun culte non musulman ne peut être célébré dans le pays, ni en public, ni en privé, et il n'existe aucun lieu de culte public pour les non-musulmans", souligne Amnesty. Les musulmans chiites sont, eux aussi, victimes de persécutions : arrestations, détentions, mauvais traitements, tortures, exécutions... Les autorités saoudiennes n'apportent pour l'instant aucune réponse aux différentes interpellations. Le respect absolu des Droits de l'Homme s'impose en Arabie Saoudite comme ailleurs.

TCHAD : MISÈRE INTOLÉRABLE

Le secrétaire général du syndicat des enseignants du Tchad, N'Garmadjal Gami nous fait part de la situation des travailleurs tchadiens et, en particulier, de celle des enseignants. Il parle de "misère intolérable" et d'arriérés de salaires de cinq à treize mois. Le SET a déclenché une grève en juin. Il tient à attirer l'attention de l'opinion internationale sur les conséquences catastrophiques d'une éventuelle année blanche dans l'éducation et sur les responsabilités du gouvernement tchadien. A l'heure actuelle, des solutions sont recherchées mais rien n'est encore résolu. (voir PE n°32)

PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES

Les différents programmes d'action au sein de la Communauté européenne arrivent à leur terme à la fin de 1994 : Erasmus (mobilité des étudiants), Comett (coopération université et entreprise), Tempus (mobilité pour l'enseignement supérieur), Petra (formation professionnelle) et Lingua (promotion des langues étrangères). Pour la nouvelle phase, les procédures de décision et de consultation tiendront compte du traité de Maastricht. Pour la Commission, il s'agit de simplifier et rationaliser. Le Sgen-CFDT demande une évaluation des programmes en cours, l'attribution de moyens suffisants ainsi que l'élaboration d'un nouveau programme portant sur l'éducation à l'environnement.

LIVRE BLANC SUR TABLEAU NOIR

Pour rompre avec une logique négligeant les réalités des établissements du Val-de-Marne, les militants du Sgen-CFDT, de la FSU, du Sden-CGT et de la FCPE ont établi la carte des besoins. Un "livre blanc de l'école", aboutissement d'une année d'action, de travail en commun et d'enquête est aujourd'hui disponible. Compromis oblige, il ne reflète pas toute la richesse des débats, mais représente une première étape.



Bartoli/Réa

Une action qui va bien plus loin que la carte scolaire. "Partir des besoins pour assurer la réussite de tous".

Les traditionnelles actions "carte scolaire" devant l'IA et le rectorat ne mobilisaient plus. Les enseignants devenaient fatalistes. Les dotations étaient réparties par les services de l'inspection académique ou du rectorat et les représentants syndicaux n'avait aucun moyen d'intervention. Ils n'étaient pas informés des demandes des établissements et ne pouvaient pas vérifier l'application des priorités de l'administration. Le CTP (comité technique paritaire) devenu chambre d'enregistrement ne jouait plus son rôle.

Ras le bol ! Au premier trimestre 92/93, le Sgen-CFDT 94 prend l'initiative. Il contacte les autres organisations syndicales et de parents d'élèves avec lesquelles existe une tradition d'actions communes ponctuelles sur la carte scolaire. Une assemblée générale intersyndicale est décidée pour mars. Un succès ! Effectifs, travail en équipe, concertation, de multiples sujets sont abordés. Pour la première fois, une centaine

d'adhérents et sympathisants d'organisations différentes débattent.

Le processus unitaire se poursuit, il est décidé de lancer une enquête et d'organiser des réunions dans tous les établissements pour définir les besoins de chacun. Jusqu'au mois de mai, chaque école, collège ou lycée remplit un document adapté permettant d'établir un état des lieux puis de préciser les besoins et les revendications. Tous les aspects de la vie scolaire sont débattus : nombre d'enseignants, d'élèves, administration, mais aussi locaux et conditions de vie.

ENQUÊTE

Le dépouillement des résultats réalisé ensemble par les différentes organisations est particulièrement riche. Un climat de confiance s'établit. On est loin des discussions "programme contre programme". Les retours sont très divers. Certains se bornent au constat, d'autres lancent le débat sur la concertation, les Zep ou les moyens à mettre

en œuvre pour les élèves en difficulté. Les réponses ne correspondent pas nécessairement aux attentes de certaines organisations. Dans les lycées par exemple, les profs ne remettent pas en cause la mise en place des modules, ils demandent les moyens pour les faire fonctionner. Ces "étonnements" ne bloquent pas le projet, les syndicats adaptent leur discours. Des assises départementales "Partir des besoins pour assurer la réussite de tous" se tiennent le 27 mai. Outre la présentation des résultats de l'enquête, quatre commissions travaillent sur : la précarité et les heures supplémentaires, les effectifs et les besoins, l'école publique, la violence à l'école. Les huit organisations lancent un appel commun pour refuser les heures supplémentaires et limiter les effectifs à la rentrée 93. En septembre, après quelques difficultés pour se mettre d'accord, les organisations expédient ensemble le livre blanc à tous les établissements, à la presse et aux élus.

Le livre blanc ne dépasse

pas les problèmes de carte scolaire. Malgré la richesse des débats et des informations récoltées, la réflexion n'est pas encore suffisante pour mettre en avant des objectifs communs. Mais le processus est lancé. Pour quelques organisations, la dynamique unitaire semble aujourd'hui freinée par la proximité des élections professionnelles. Mais d'autres étapes sont à envisager après le 6 décembre.

François Balédent

PHOTO DU VAL-DE-MARNE

L'Éducation nationale dans le Val-de-Marne, c'est :

• 600 écoles, 105 collèges, 27 lycées et 35 lycées professionnels

• 130 000 élèves en maternelles et élémentaires, 51 000 élèves en collèges, 27 000 élèves en lycée et 14 000 élèves en lycées professionnels soit 222 000 élèves.

• 7 000 instituteurs et 7 800 professeurs de collèges, lycées et lycées professionnels.

Bon métier, bonne santé



CAPITALE SANTÉ

Quels que soient son lieu de travail ou son métier, à l'Éducation nationale, on peut se ruiner la santé.

Prévention, adaptation, réinsertion sont bien négligées. Des textes existent pourtant.

A l'action syndicale de les faire appliquer et de les utiliser comme levier pour que le travail, ce soit aussi la santé.

Dossier coordonné par Daniel Chatellier.

EMPLOI ET SANTÉ

Le travail, ce n'est pas toujours la santé. On sait combien être privé de travail a des répercussions sur l'état de santé, mais le travail est pour beaucoup de salariés, synonyme de mutilation, de maladie, d'invalidité et de décès.

Il peut sembler paradoxal, à un moment où le problème de l'emploi est au premier plan des préoccupations, de regarder en tant qu'organisation syndicale les conséquences néfastes du travail sur la santé. Pour le Sgen-CFDT, il n'y a pas de contradiction. Il faut se battre à la fois pour le droit à l'emploi et le droit de ne pas perdre sa vie à la gagner.

Les salariés en situation précaire sont le plus souvent confrontés aux situations les plus difficiles ; auxiliaires, contrats emploi solidarité, première affectation.

Pour le Sgen-CFDT, les conditions de travail et la protection de la santé des salariés sur leur lieu de travail font partie intégrante de l'action syndicale. Ce n'est pas la priorité du ministère de l'Éducation nationale.

Malgré l'obligation de mettre en place une médecine de prévention pour les personnels, il n'y a qu'une trentaine de médecins de prévention pour plus d'un million de salariés. Partout les Sgen-CFDT interviennent en particulier lors des comités techniques paritaires académiques pour exiger la mise en place de comités d'hygiène et de sécurité et l'organisation d'une véritable médecine de prévention.

A l'absence de prévention, s'ajoutent les difficultés de réinsertion et de réadaptation. Aménagement de poste, période de réadaptation réelle, ou pourquoi pas une occupation thérapeutique qui servirait de tremplin à une remise progressive au travail doivent être développés.

Daniel Chatellier

CONGÉ ? QUEL CONGÉ ?

Congé de maladie, temps partiel, congé de longue maladie, congé de longue durée, mi-temps thérapeutique, les réponses aux besoins des personnels malades sont multiples.



CONGÉ DE MALADIE

Un an de congé possible, sur une période d'un an : 3 mois à plein traitement et 9 mois à demi-traitement (base sécurité sociale).

TEMPS PARTIEL

La législation s'est assouplie : le nombre d'années qu'un fonctionnaire est autorisé à accomplir à temps partiel

(de 50 % à 90 %, par tranche de 10 %) est illimité. Le traitement est au prorata entre 50 % et 80 %, et il est compris entre 85,7 % et 91,4 % pour la tranche 80 % - 90 %.

CONGÉ DE LONGUE MALADIE (CLM)

Pas de référence à une liste de maladies, mais référence à un caractère invalidant et de gravité confirmée. Durée

maximale : un an à plein traitement, puis deux ans à demi-traitement.

CONGÉ DE LONGUE DURÉE (CLD)

Attribué seulement à l'issue d'un an de CLM, selon une liste de maladies : tuberculose, maladie mentale, cancer, poliomyélite. Durée maximale : trois ans à plein traitement, puis deux ans à demi-traitement. (respectivement cinq ans et trois ans si la maladie a été contractée pendant l'exercice des fonctions).

MI-TEMPS THÉRAPEUTIQUE

Accordé seulement à l'issue de CLM ou CLD dans le cadre de la réintégration, pour une durée de trois mois renouvelable une fois et pour une durée d'un an sur l'ensemble de la carrière.

Pour plus de précisions, consulter le "Vade Mecum des personnels de l'Éducation nationale", disponible dans les syndicats Sgen-CFDT.

DES MALADES OUBLIÉS

Le collègue qui traverse une période de déprime, le dialysé ou le séropositif HIV, tous ceux qui, bien qu'ayant besoin de soins lourds et fatigants, veulent mener une vie "normale" sont contraints de choisir entre activité à temps plein et congé complet... ou d'assumer la ponction financière d'un temps partiel, le mi-temps thérapeutique étant uniquement prévu pour faciliter le retour au travail, une fois la maladie terminée.

Quelle définition cruelle pour les personnels dont la maladie est pour le moment incurable. Particulièrement pour les malades du Sida, un mi-temps thérapeutique accessible au début de la maladie est à créer.

Le problème est urgent : le ministère de la Santé estime à près de 13 000 le nombre de cas de Sida déclarés en France en 1993, ce nombre devant être de plus de 16 000 dans cinq ans. Autre insuffi-

sance concernant les malades du Sida : l'obligation de dissimuler leur maladie derrière un trouble mental ou une tuberculose, le Sida ne permettant pas l'obtention d'un CLD.

Le Sgen-CFDT exige que cesse cette hypocrisie et demande une prise en compte des malades du Sida dans l'Éducation nationale et dans l'ensemble de la Fonction publique.

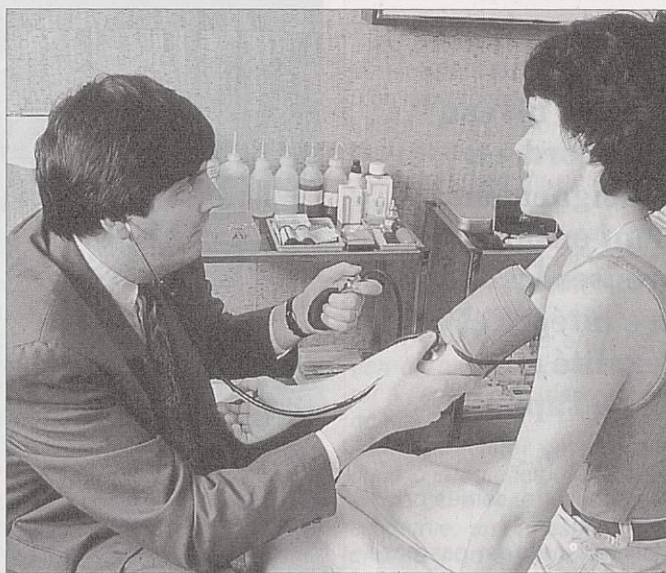
Colette Marlin

OBJECTIF : CONVAINCRE

Laurent Bouchet, est le médecin du Travail de l'Université de Nantes. Son champ d'intervention couvre environ 2 000 personnes. Pour mener à bien sa tâche, il est assisté d'une infirmière et d'une CES secrétaire.

Je suis assez satisfait. Depuis trois ans je vois des améliorations. Malgré le caractère non obligatoire de la visite annuelle, j'ai constaté que 80 % des personnels ont répondu à mes convocations. Mon travail repose sur deux axes : dépistage systématique, reposant avant tout sur l'examen ; repérage des problèmes de santé en rapport avec le travail.

Je pars de ce que me disent les gens. L'ambiance du travail est importante : bruit, éclairage, produits manipulés... Je propose une surveillance particulière aux populations à risque : chimistes, physiciens nucléaires... Si je constate un trouble lié au poste de travail, je me rends sur place. Mon action ne consiste pas à prendre des mesures autoritaires, mon seul moyen d'intervention, c'est la persuasion. Je dois savoir me rendre indispensable. Ce n'est pas simple car, à l'inverse de ce qui se passe dans le privé, la prévention n'est pas dans la Fonction publique la priorité principale des personnels... et des organisations syndicales !



P. Allard/Réa

Le Sgen-CFDT exige davantage de postes et de moyens pour les services de prévention.

Mais nous obtenons des résultats : mise en place de ventilation dans des locaux où on manipule des produits dangereux, aspirateur de poussières, achat de chaises adaptées, disposition du matériel informatique... Avec ténacité - deux années d'effort -, dans le cadre d'une maladie professionnelle reconnue, tendinite du coude, nous avons obtenu le remplacement d'une machine manuelle par une automatique.

La présence d'un ingénieur-sécurité, capable d'évaluer coûts et faisabilité, nous permettrait d'obtenir d'autres résultats. En particulier dans les CHS. Je constate que l'Université de Nantes fonc-

tionne comme une juxtaposition de PME aux conditions de travail très variables, et dépendant de la sensibilité des chefs de service aux problèmes de sécurité. Ainsi je n'ai pas pu obtenir que le benzène - produit cancérigène, interdit dans le privé, mais manipulé à l'épreuve du Capes ! - disparaisse complètement des laboratoires. De même, une action de prévention de l'alcoolisme s'avère aujourd'hui très difficile sans adhésion des personnels et soutien des syndicats. L'action de la médecine de prévention ne peut pas se mener autoritairement.

Laurent Bouchet

L'ÉDUCATION NATIONALE EN RETARD

1983 : le département du Bas-Rhin est doté de six médecins, six infirmières et trois personnels administratifs.

1984 : généralisation, mais avec un seul poste de médecin par académie.

1993 : on tend vers deux médecins par académie mais des postes ne sont pas pour-

vus : salaires insuffisants, statut de contractuel mal défini, services dépourvus de moyens découragent les volontaires.

Résultat : Bas-Rhin mis à part, l'Éducation nationale emploie un médecin pour quarante mille personnels, soit vingt fois moins que la norme admise.

DÉVELOPPER LA PRÉVENTION

« Prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail. » Le décret n° 82-453 définit ainsi le rôle de la médecine de prévention et affirme la nécessité de pratiquer une médecine étroitement liée aux activités professionnelles.

Élément central du dispositif, le médecin de prévention est assisté par des infirmiers(ères) et le cas échéant par des secrétaires médicaux. Il est le conseiller de l'administration, mais aussi des agents et de leurs représentants. Membre des comités d'hygiène et de sécurité (CHS) lorsqu'ils existent, il siège en " indépendant ". Il rédige un rapport annuel d'activité transmis à l'administration et aux membres du CHS ou au comité technique paritaire qui l'examine. Il visite les locaux et consacre au moins le tiers de son temps à sa mission en milieu de travail. Il est ainsi fondé à suggérer des aménagements de postes de travail et à formuler des avis sur les risques professionnels. D'autre part, il participe à l'information sanitaire, à l'éducation à la santé et aux actions de formation des personnels.

Le médecin examine les agents et s'entretient avec eux de leurs conditions de travail. A la différence de la médecine du Travail, la visite médicale annuelle n'est pas obligatoire dans la Fonction publique sauf dans les cas de « travaux à risques ». Le médecin de prévention, médecin des personnels, ne peut pas prescrire de traitement en cas de découverte d'une affection. Il peut cependant orienter utilement les agents vers un médecin de ville ou les conseiller.

La mise en place, en 1983, de la médecine de prévention a été l'œuvre de l'action syndicale et essentiellement des fédérations CFDT des Fonctions publiques, dont le Sgen-CFDT.

A l'action syndicale de transformer l'essai.

Raymond Roulaud

LE DOUBLE HANDICAP

Tout est fait pour exclure les personnes handicapées de l'Éducation nationale. Au niveau de la candidature d'abord, en particulier pour l'enseignement. Après le recrutement ensuite, tant sont nombreuses les difficultés pour être intégré et bénéficier de l'égalité de traitement. Preuves à l'appui.

Douze décembre 1990 (affaire Baudino) : le ministère de l'Éducation nationale, qui fait appel, perd au Conseil d'État. L'administration ne peut empêcher un candidat à concourir au seul motif que la commission nationale compétente pour apprécier l'aptitude avait estimé que le candidat devait effectuer un stage préalable. Cette demande de stage préalable est parfois d'une grande hypocrisie. Ainsi le stage d'une personne en fauteuil a-t-il été jugé très positif, mais, pour refuser sa candidature, l'administration a "découvert" des évidences eu égard au handicap : impossibilité de se déplacer seule sans aucune restriction ; impossibilité d'assurer l'intégralité de ses obligations professionnelles (éducation physique, classes

de découverte, sorties pédagogiques). Mais elle ne s'est pas posé le problème de l'aménagement des locaux ni de la répartition du travail dans l'équipe ! 21 janvier 1991 (affaire Stichel) : Le Conseil d'État est obligé de préciser au ministère que « les aménagements dont bénéficient les candidats handicapés ont pour seul objet de rétablir l'égalité entre les candidats et non de créer une inégalité au détriment des candidats valides ». 6 décembre 1991 (affaire François) : le Conseil d'État annule le refus qui est opposé à un candidat myopathe de passer l'agrégation d'histoire. Pourquoi autant de jurisprudences ? C'est que les droits, réels, des personnes handicapées



De nombreux textes préservent les droits des handicapés. Une circulaire sur l'aménagement des postes de travail a été publiée en juin 93.

sont souvent ignorés ou niés. Ainsi le tribunal administratif de Montpellier (5 février 1990) a-t-il été obligé de rappeler que l'autorité administrative ne peut plus se borner à fonder un motif d'inaptitude aux fonctions d'instituteur par référence à une maladie, comme l'hémophilie, sans s'assurer de la compatibilité de l'état de santé de l'intéressé avec l'exercice des fonctions.

UNE COLLECTIVITÉ INDIFFÉRENTE

En juin 1992, une personne devenue hémiplégique depuis quelques années, paralysée du côté droit, concourait au professorat des écoles. Lors des épreuves écrites aucun aménagement n'a été pris, tels que prévus par circulaires (temps supplémentaire). Aucune dispense d'épreuve physique. Des professeurs d'EPS ont osé noter la candidate 1 sur 20 dans une épreuve de course et 0 sur 20 en natation où on

ne lui a pas permis de sauter dans l'eau. Si la candidate avait eu une dispense de ces deux épreuves et la moyenne, elle était admise sur la liste principale. Tous les échelons hiérarchiques ont été sollicités avant les épreuves. Le ministre a refusé des aménagements au concours au nom du principe (mal compris) d'égalité ; la Cotorep, le rectorat, l'IUFM, le jury, les professeurs d'EPS, le médecin, tous se sont ligüés de fait contre la candidate par grande incompétence, sinon en toute conscience. L'indifférence des autres candidats, élèves à l'IUFM comme elle, semblait totale. Mais on a tellement besoin de professeurs des écoles qu'elle a été prise sur liste complémentaire pour enseigner immédiatement mais avec préjudice de salaire et de formation. Très affectée par cette entrée difficile, guère aidée par les collègues lors de cette année de suppléance, elle compte intégrer les struc-

mées réduites aux deux-tiers. L'établissement est bien tenté d'exclure. M^{lle} Sarret n'obtint gain de cause qu'après trois ans de procédures, de démarches syndicales et de souffrances.

DES TEXTES BAFOUÉS

La course d'obstacle ne s'arrête pas à la titularisation. Ainsi cette assistante sociale empêchée de muter dans le poste demandé. 10 décembre 1992 (affaire Meyer) : Le tribunal administratif de Paris considérant que « d'autres assistantes sociales atteintes du même handicap que celui dont souffre M^{me} Meyer, exercent des fonctions comparables à celles qui caractérisent le poste demandé », annule le refus du recteur. M^{me} Meyer qui demandait un établissement scolaire est affectée en Crous. Changeant sans cesse d'argumentation, l'administration avait successivement déclaré que :
- le poste en secteur semblait peu compatible avec le handicap visuel ;
- des difficultés budgétaires existaient pour adapter le poste ;
- son grade et son expérience étaient insuffisants. Depuis peu une circulaire prévoit explicitement l'aménagement des postes de travail (BO n° 21 du 17/06/93) : « Pour mieux appréhender les divers obstacles que peut rencontrer un agent handicapé dans le cadre de son travail et mettre en va-

leur ses aptitudes en assurant la mise en adéquation personnalisée de son poste et de ses capacités, il est nécessaire que le responsable du service fasse procéder à une étude de poste par le médecin de prévention. Il est possible de faire appel, si nécessaire, aux services d'un ergothérapeute. Cette étude comportera l'analyse des points suivants :
- présentation du poste de travail ;
- nature du handicap de l'agent et type de difficultés auxquelles il est confronté ;
- descriptif de l'équipement sélectionné en fonction du handicap pour assurer à l'agent une réelle autonomie. Afin de faciliter cette politique d'intégration, il est désigné, au niveau de chaque académie, un correspondant chargé non seulement de participer à la résolution des difficultés éventuelles relatives à l'aménagement de postes de travail mais également de mettre en relation les différents acteurs susceptibles d'intervenir auprès de l'agent handicapé. » On le voit, les textes ne manquent pas. Les droits des personnes handicapées sont bien affirmés. Malheureusement, ils sont d'autant plus facilement bafoués que l'indifférence est grande...

Rémy Fontier

Syndicalisme Hebdo a réalisé un dossier sur l'insertion des personnes handicapées dans son numéro du 26 août 1993.



DÉPRESSION

Dans le cadre des risques professionnels, la pathologie mentale n'est pas, contrairement aux idées reçues, l'apanage des enseignants. Les médecins de prévention de l'académie de Strasbourg ont pratiqué des relevés systématiques. Ils concluent que 10 à 12 % des personnels actifs de l'Éducation nationale du département présentent des signes évidents de pathologie dépressive. Soit un taux comparable à celui révélé par des enquêtes en milieu de travail en France et à l'étranger. Une enquête de la MGEN confirme qu'à l'Éducation nationale les ouvriers et agents de service recueillent les plus forts indicateurs d'un mauvais état de santé. Le désintérêt pour leur travail, l'absence de responsabilité, le peu de formations proposées, l'absence de concertation, leur remplacement par des CES, ancrent les personnels ouvriers et de service dans l'idée qu'ils sont oubliés par le reste de l'établissement. La motivation salariale très faible et les chances restreintes de promotion s'ajoutent, et engendrent une détérioration de l'image de soi. Les facteurs favorisant le stress sont différents en fonction du métier exercé. Les problèmes de formation, de première affectation et le sentiment de solitude pèsent sur les jeunes enseignants. Les postes les plus difficiles, les sections les plus perturbées sont souvent attribués aux enseignants les plus fragiles psychologiquement. Chez les personnels administratifs, le mauvais aménagement des locaux rend les conditions de travail difficiles. L'absence de concertation, de formation et d'adaptation à de nouvelles méthodes de travail favorise le sentiment de non-reconnaissance. Les médecins de Strasbourg concluent qu'il serait utile de susciter des rencontres de tous les personnels, de créer des espaces du type cafétéria. Ces contacts favoriseraient la reconnaissance de l'importance de toutes les catégories professionnelles.

MIEUX VAUT SANTÉ GARDER

Les idées pour permettre aux enseignants de se sentir mieux existent. Ce que révèle un colloque sur la santé des enseignants organisé par le ministère en 1992. Mais les reconversions professionnelles restent quasi impossibles. Existente la réadaptation et le réemploi. Au compte-goutte.

Les postes de réadaptation sont destinés à des collègues ayant des problèmes de santé non stabilisés. Une circulaire de 1985 définit la réadaptation comme « une situation essentiellement provisoire destinée à permettre la réinsertion professionnelle de l'agent ». C'est une situation qui est prévue pour durer trois ans, quatre au maximum.

RÉADAPTER VRAIMENT

La déconcentration a permis plus de souplesse et parfois une meilleure prise en charge des individus. Les supports ont été diversifiés : aux postes d'enseignement à distance (Cned) se sont ajoutés des postes en documenta-

tion, dans les services administratifs, informatiques. Quelques rectorats ont même poussé l'audace jusqu'à passer des accords avec le CNRS ! Autre progrès : ces postes peuvent être attribués à la sortie d'une activité normale (30 % actuellement), sans attendre une aggravation des problèmes. Enfin, la « rotation » est meilleure sans qu'il soit possible de dire si les 56 % de sorties annoncées comme « positives » le sont réellement puisque cette statistique est faite à l'instant de la reprise et ne préjuge pas des rechutes à plus ou moins bref délai. Le Sgen-CFDT milite pour que l'imagination soit davantage au pouvoir dans la recherche de supports de réadaptation vrai-



Le mode de pratique du métier, la solitude face aux élèves font qu'une faiblesse banale peut provoquer des dérapages graves.

ment « adaptés » à chaque cas. Est-ce une bonne idée de mettre en documentation un prof qui a la phobie des élèves et va s'enfermer dans la salle ! Nous demandons aussi qu'une aide soit apportée au personnel qui accueille des collègues en réadaptation afin qu'il joue un rôle positif dans cette réadaptation. Ce personnel doit être consulté sur cet accueil pour que tout se passe bien. Enfin, la sortie de la réadaptation doit pouvoir être progressive, avec une reprise graduée du travail devant les élèves, si telle est la sortie envisagée... Parmi les sorties de réadaptation qualifiées de positives, il y a le réemploi définitif au Cned. Il concerne les collègues qui ne peuvent retour-

ner en enseignement oral et qui n'ont pas choisi une reconversion dans ou hors l'Éducation nationale.

VIVE LE CNED !

Ils n'ont que cette planche de salut pour éviter la mise à la retraite pour invalidité et certains sont fort jeunes. Les candidatures sont très sévèrement triées par les groupes de travail rectoraux. Quand elles arrivent au ministère, médecin, assistante sociale, représentants de l'administration, des Cned et élus des personnels se retrouvent devant des choix impossibles... 10 postes pour 96 demandes chez les instituteurs, 20 pour 118 demandes pour les certifiés, agrégés, AE, PLP, 8 pour 43 chez les PEGC. Pour tous ou presque le Cned est la seule solution. Le Sgen-CFDT réclame avec force, depuis des années, l'augmentation du nombre de postes, d'autant plus que les besoins du Cned existent. Aux commissions de 1993 on nous a promis un contingent important de postes pour 1994 : peut-on espérer que, dans le nouveau contexte politique, ces promesses seront tenues ?

Catherine Michaux

MUTATION ET PRIORITÉ MÉDICALE

Vous êtes gravement malade, vous, votre conjoint ou l'un de vos enfants. Ces problèmes de santé vous obligent à déménager et à demander une mutation. Vous pouvez demander une mutation avec priorité médicale. Le BO « spécial mutations » donne des précisions sur ce sujet et le Sgen-CFDT tient à votre disposition une fiche technique afin de vous éviter des erreurs qui bloqueraient votre dossier. Le dos-

sier que vous enverrez au médecin conseil du ministère est confidentiel. Lui seul l'étudiera. Il devra donc être précis et lier mutation et maladie.

Deux règles fondamentales :

- Respectez la date limite donnée au BO pour constituer et envoyer le dossier,
- N'oubliez pas la partie administrative afin que le dossier ne se perde pas.

Quelques chiffres :

Pour les mutations 93/94,

2 033 dossiers sont arrivés au ministère. 206 étaient hors délai. 48 % des dossiers traités ont obtenu un avis favorable à la priorité médicale. 3 % ont eu un avis défavorable et 49 % n'ont pas eu d'avis car les dossiers étaient incomplets, mal expliqués, sans information concernant les enfants, le conjoint... D'où l'importance d'un dossier bien fait ! Les élus du Sgen-CFDT sont là pour vous conseiller.



LA CRISE DE L'ORGANISATION SCOLAIRE

J-P. Obin continue, en le plaçant en situation, son plaidoyer pour que soient compatibles une réelle autonomie des établissements scolaires et le respect d'objectifs nationaux de scolarisation et d'éducation : des projets d'établissement contractualisés, des pouvoirs bien définis pour les deux tutelles (État et Région), une évaluation rigoureuse, un pilotage national. Après un état des lieux, J-P Obin présente et critique des modèles théoriques du changement et en définit un, qu'il confronte aux contraintes politiques, économiques, idéologiques, ... en les illustrant d'exemples tels que la politique du Conseil Régional de Rhône-Alpes ou les résultats d'enquête sociologique sur la mobilisation et les représentations des "vecteurs internes du changement". Le livre s'achève sur des propositions pour le pilotage et l'évaluation des établissements. En alternative à l'organisation hiérarchique pyramidale actuelle, il propose une organisation "fractale" : tous les niveaux (établissement, académie, ministère) auraient une isomorphie structurelle. Alliant lucidité et optimisme, ce livre est

une avancée vers la conceptualisation de la notion de projet. Riche de citations et de références, illustré de documents synthétiques, il permet une vue d'ensemble des termes du débat. Il cerne les difficultés et les dérives d'une manière engagée certes, mais non partisane.

La crise de l'organisation scolaire. Jean-Pierre Obin. 352 p. Hachette Education

LES MAÎTRES FORMATEURS SUR LEUR TERRAIN

La formation des instituteurs a toujours comporté des stages dans des écoles dites "d'application" auprès de maîtres chevronnés. Aujourd'hui, cette formation sur le terrain est assurée par les instituteurs maîtres formateurs qui ont pour mission d'initier aux savoirs de la pratique enseignante.

Quelle est l'histoire de cette fonction spécifique ? Quel rôle les IMF jouent-ils aujourd'hui dans le dispositif de formation ? Quelles sont leurs pratiques quotidiennes ? Quelles représentations en ont les différents acteurs ? Ce livre tente de répondre à ces questions.

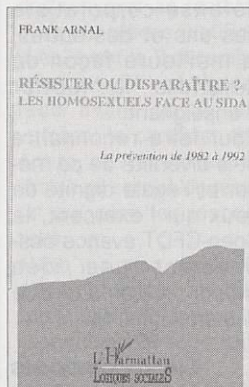
Il est l'aboutissement de la réflexion d'une équipe rassemblant des praticiennes de terrain, des étudiantes en sciences de l'éducation et des enseignants-chercheurs.

Initier aux savoirs de la pratique : Les maîtres formateurs sur leur terrain. A commander à : Publidix, Université de Paris X Nanterre, 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex (80 F port compris).

RÉSISTER OU DISPARAÎTRE

F. Arnal fut professeur en lycée professionnel et rédacteur dans Gai Pied. Il est mort du Sida en janvier 93. Il a écrit un livre polémique sur les conséquences dévastatrices du moralisme de la société française. F. Arnal nous donne une explication sur la diffusion du Sida en France dans les années 80 : l'opprobre sur l'homosexualité en France a freiné la politique de prévention. Il décrit la pesanteur des préjugés depuis l'invention du terme "homosexualité" et explique ainsi la passivité ou les tergiversations face à l'infection. L'École, comme lieu où se structure la personnalité, est interpellée. C'est vrai, l'École laïque n'a pas, sur ce sujet, pris à bras le corps la lutte contre l'exclusion. Mais plusieurs questions restent en débat, à propos du rôle de l'École dans la construction de l'identité du jeune, sur certains des postulats de F. Arnal : l'homosexualité est-elle identitaire ? La reconnaissance du fait homosexuel entraîne-t-elle nécessairement celle de la "communauté homosexuelle" ?

Résister ou disparaître ? Les homosexuels face au Sida. Frank Arnal. 190 p. 90 F Editions L'Harmattan



PETITES ANNONCES

Annonces gratuites pour les adhérents (joindre la bande-adresse de *Profession Education*), payantes pour les autres : 40 francs la ligne de trente signes.

■ Cherche lycée intéressé par un jumelage avec un lycée roumain.
Tél : 35 98 13 04

■ Instit grande section maternelle Paris 13^e ch. correspondant zone rurale (section de grands ou classe unique matern.) avec possibilités d'exploitation du milieu (ex : ferme à visiter à proxim.). Souhaite échanger tout au long de l'année sous forme de courrier, cassettes audio, visites réciproques (max 80 km de Paris si possible par un train à partir de la gare de Lyon). Contact : école au 16-1-45 84 57 90

■ Collègue allemande cherche échange poste à Radebeul/Dresde avec poste en France pour l'année 94/95. Possibilité d'échanger les apparts. Ecrire à Mme Erica Schneider, Wilder-Mann Str. 44, D 01129 Dresden Saxe

■ Classe de mater. (Grde et moyenne section) située en montagne rech. correspondants à proximité de l'océan (40 ou 64) pour échanges et rencontres. Ecrire : Anne Bachy, Ec. mater., 65410 Sarrancolin

■ Classe de CP (14 élèves) située en montagne rech. correspondants (même cours) ds autres dépts régions Aquitaine, Midi-Pyrénées ou Languedoc-Roussillon pour échanges et rencontres. Ecrire : Olivier Clément-Bollée, Ec. publ., 65410 Sarrancolin

■ Classes d'environnement, à l'automne et au printemps dans le parc naturel régional du Morvan : contes, forêt, randonnées, fermes, ...
Morvan découverte 71550 Anost Tél : 85 82 77 74

■ Vac. automne rando ss sac châteaux cathares. P. Jarige accomp. montagne 38880 Autrans
Tél : 79 95 36 55

■ Lacs et canaux hollandais sur voilier conf. 25 m av. skipper. Ports pittor., musées, vélo. Inscr. indiv. ou par cabine. 3000 F/sem. T.C. Tél : 59 68 93 43

■ Loue gîte rural au pied du massif de Belledonne, tout confort, 4 à 5 places, très calme dans hameau près d'Allevard (38) - Prix modique -
Tél : 76 45 16 90.

■ Vente T2 Paris 13^{ème}. Place d'Italie. Prox. centre comm. Grd 2 p. env. 60 m2. Immeuble récent 10 ét sur jardin. Vraie cuisine, sdb/WC séparés, gardien, cave, parking. 1.250.000 F
Tél : 60 69 24 71

■ Loue à 3 km du Pont-aud-Gard, maison "de caractère", six personnes, entièrement rénovée, dans vieux village, salle voûtée, cour intérieure. Rivière à 1km. Mer, Camargue et Cévennes à 1h.
Tél : 66 37 19 67 (H.D.R.)

■ Vend machine traitement de texte électronique Panasonic, viseur à cristaux liquides, mémoire 10K... Excellent état. Prix : 1400 F. Tél : 48 43 67 70

■ 11, Leucate, vend F2 cab. pour 6 pers. 2 terrasses, jardin, tt confort, zone naturiste.
Tél (H.R.) 68 79 60 32.

■ 61, Alençon. Appt F4, 3 chbres, 84 m2, 2^{ème} étage, ascenseur, loggia, interphone, parking privé fermé, cave, proche écoles, CES, lycées, commerces, bus.
Tél : 33 26 76 21

■ A louer, joli studio pour 4 pers 1600 m aux Orres, 05200 en hiver et été. Equipé, confort, belle vue sur lac pour rando, joies du lac, ski...
Tél : 95 32 06 20

■ Marseille. Location T4 65m2. Métro Cours Julien. 5^{ème} étage ensoleillé, cuisine équipée. 2700 F/mois Chg. Compr. Libre 1/09.
Tél : 91 48 91 08

RENTREE SECOND DEGRÉ

PRÉCARISATION DES TITULAIRES

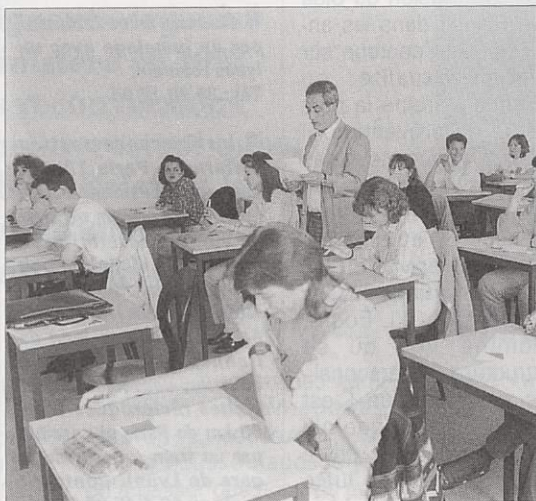
Les craintes du Sgen-CFDT se sont malheureusement révélées fondées. Les enseignants titulaires se retrouvent de plus en plus sur des postes précaires. Une situation qui ira en se dégradant tant que le métier ne sera pas redéfini.

A l'issue du mouvement national, les élus du Sgen-CFDT prévoient des difficultés en documentation, EPS, histoire-géo. Il y en eut également en sciences physiques à Toulouse, en lettres et arts plastiques sur Strasbourg. A la rentrée, un peu partout, des certifiés titulaires-académiques ont été affectés sur des zones de remplacement, sur des postes incomplets avec complément de service, en lycée professionnel. En LP, les suppressions de postes conduisent à devoir choisir entre TA ou reconversion brutale.

Des stagiaires titularisables ont été affectés sur plusieurs établissements et pas toujours avec un service majoritairement dans la discipline du concours. La palme revient à l'académie d'Amiens qui offrait à des documentalistes des postes vacants de CPE et de chefs d'établissement adjoints (disciplines voisines comme chacun sait) !

FAIRE RESPECTER LE DROIT

Avec la section syndicale de l'établissement ou le Sgen-CFDT de l'académie, il faut obtenir le respect des droits liés aux remplacements (indemnité prévue par le décret de 1989) et veiller à l'application stricte des décrets de 1950 sur les compléments de service (voir texte ci-contre).



Le corps unique des enseignants, une revendication d'actualité.

Décidément, l'Éducation nationale a bien du mal à élaborer une gestion prévisionnelle des emplois : comment concevoir que des titulaires soient sans poste alors que des lycées et des collèges ont des effectifs de classes dépassant 30 élèves ? L'arrivée de certifiés dans les lycées professionnels — et on a connu cela dans les collèges avec les PEGC — les met en concurrence avec les PLP bivalents. Ponctuellement cela peut se régler entre collègues, le plus souvent le chef d'établissement impose sa solution. Si ce phénomène, en augmentation depuis quelques années, se généralise, il engendra des conflits d'intérêts entre catégories d'enseignants attachés à leurs (bons) droits respectifs.

Le Sgen-CFDT réclame une réflexion globale sur l'exercice du métier d'enseignant et une redéfinition des fonctions et des services. Prendre en compte la réalité des conditions d'exercice face aux élèves d'aujourd'hui, les problèmes de formation disciplinaire, les problèmes de service hebdomadaire avec les tâches nouvelles de concertation et de tutorat, c'est au-delà de la défense corporatiste des uns et des autres, la meilleure façon de défendre le métier d'enseignant. Pour faire reconnaître et la diversité de ce métier et l'égale dignité de ceux qui l'exercent, le Sgen-CFDT avance obstinément une idée simple : le corps unique des enseignants.

Liliane Campens

SECOND DEGRÉ

Actions d'animation

L'arrêté du 10 juillet 1991 (non publié au JO) précise que les personnes assurant des activités d'animation dans les lycées, autres que des heures d'enseignement, sont rémunérées sur la base de vacations horaires (animateurs extérieurs). Une note en date du 21 juin conjointe de la Direction des lycées et collèges et de la Direction générale financière précise que les personnels des établissements scolaires (notamment documentalistes et Atoss) peuvent bénéficier de ces vacations pour des "interventions développées en dehors de l'activité normale des personnels concernés".

Documentalistes

Suite aux interventions répétées du Sgen-CFDT ces deux dernières années, le ministère de l'Éducation nationale s'est décidé à clarifier la situation des documentalistes en matière d'heures supplémentaires.

Le ministère confirme l'impossibilité de rémunérer les heures supplémentaires des documentalistes "quelle que soit l'action concernée, tant dans le cadre du service hebdomadaire que dans le cadre d'actions spécifiques telles que PAE ou activités financées sur les fonds d'aide à l'innovation".

Peuvent être rétribuées des heures d'enseignement ou de participation à des jurys, rémunérées selon les dispositions du décret du 12 juin 1956, ainsi que les indemnités pour activités péri-éducatives instituées par le décret du 11 septembre 1990, ou vacations d'animation dans les lycées (arrêté du 10 juillet 91).

Paiement des corrections

Tout arrive... le Tribunal administratif de Versailles vient de rendre un jugement en faveur d'une collègue qui avait fait un recours suite à un versement demandé en 1987. Ce versement avait été réclamé suite à une intervention de la cour des comptes qui avait trouvé que les services avaient trop payé de vacations au regard du nombre de copies corrigées. Tous les collègues s'étaient vu réclamer ce versement indépendamment du nombre de copies réellement corrigées dont les états de service faisaient foi. Plusieurs académies étaient concernées. Si des sections de votre académie sont concernées par le problème nous pouvons vous faire parvenir la photocopie du jugement du Tribunal administratif de Versailles qui fera jurisprudence pour les autres recours.

Complément de service

(D. 50-581 et 50-582)

Art. 3 -1) Les fonctionnaires qui ne peuvent assurer leur maximum de service dans l'établissement auquel ils ont été nommés, peuvent être appelés à le compléter dans un autre établissement public de la même ville.

2) Les professeurs qui n'ont pas leur maximum de service dans l'enseignement de leur spécialité et qui ne peuvent pas le compléter dans un autre établissement d'enseignement public de la même ville peuvent être tenus, si les besoins du service l'exigent, à participer à un enseignement différent. Toutefois, les heures disponibles doivent, autant qu'il est possible, être utilisées de la manière la plus conforme à leurs compétences et à leurs goûts.

PREMIER DEGRÉ

Indemnité de première affectation

La liste des départements ouvrant droit à l'indemnité vient d'être modifiée. Il faut supprimer l'Aisne, l'Oise, la Seine-et-Marne, le Nord, le Pas-de-Calais, l'Eure, la Seine-Maritime et les Yvelines.

Il faut par contre ajouter l'Essonne. Cette décision prend effet dès cette rentrée.

Départements bénéficiaires : 91, 92, 93, 94 et 95.

Nous avons protesté contre cette modification des règles car les FP2 sortants dans les départements "disparus" avaient droit à cette indemnité au moment de leur engagement.

Références : décret n° 90-805 du 11.9.1990 (BO 41) ; arrêté du 19.7.1993 (BO 28).

Heures péri-éducatives

Lors d'un comité technique paritaire en 1993, le Sgen-CFDT de la Charente-Maritime a demandé et obtenu qu'une

indemnité sous forme d'heures péri-éducatives puisse être attribuée aux instituteurs qui participent à une classe transplantée afin de tenir compte du nombre important d'heures supplémentaires effectuées dans ces cas-là, et qui jusque-là relevaient du bénévolat.

Part modulable de l'ISO

Le décret n° 93-55 du 15.01.1993 a institué le principe d'une part modulable de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves. Quelques questions relatives au sujet nous sont revenues ; en voici l'essentiel.

a) Un congé de courte durée n'est pas interruptif du versement de la part modulable de l'ISO, dès lors qu'au cours de ce congé, l'intéressé n'a pas été remplacé dans ses fonctions de professeur principal.

b) Un instituteur (ou un professeur des écoles) assurant la responsabilité de "professeur principal"

en SES, ne peut bénéficier de la part modulable de l'ISO puisque la fonction de professeur principal n'existe pas en SES, ni en EREA d'ailleurs.

réf. : réponse de la DGF4, de février 93, à l'inspecteur d'académie du Nord
c) Un instituteur (ou professeur des écoles) spécialisé assurant le rôle de professeur principal dans une classe d'enfants malentendants implantée en collège ou dans une CLAD (classe d'adaptation) peut bénéficier de la part modulable de l'ISO.
réf. : réponse de la DGF4, du 29 mars 93, à l'inspecteur d'académie du Doubs.

Direction d'école

Le fait d'avoir vocation à être inscrit sur une liste d'aptitude ne confère aucun droit à y figurer. Même si l'administration a commis une erreur (erreur de fait) dans la computation de l'ancienneté acquise par l'agent concerné dans ses anciennes fonctions, cette erreur ne saurait, à elle seule, fonder une demande en réparation pour refus illégal d'inscription

sur la liste en cause. (TA de Toulouse - 19 novembre 1990).

Le coût de l'éducation

460,6 milliards de francs ont été dépensés en 1992 par la France pour son système éducatif, soit 6,6 % du produit intérieur brut (PIB) (28 100 F par élève) et 8 050 F par habitant.

En 1992, la dépense moyenne par élève s'échelonne de 16 000 F pour un élève de maternelle à 41 100 F pour un étudiant. Ainsi, une scolarité valorisée aux coûts et prix 1992, menant sans redoublement de la maternelle à 3 ans à un bac général et technologique, est estimée à 391 900 F. Depuis 1974, ce «coût théorique du bachelier» augmente à prix constants, au rythme moyen de 2 % par an.

L'État reste le premier financeur de l'éducation (sa part dans la dépense représente 66 %), devant les collectivités territoriales (18 %), les ménages (9 %), et les entreprises (6 %).

ATOSS

Durafour

Suites de l'accord Durafour pour les personnels ouvriers et de labo du 2nd degré.

• Tous les agents spécialistes sont intégrés dans le grade d'OEA 2^{ème} classe et les agents de laboratoire dans celui des agents techniques de labo, au 1^{er} août 1993. Nous savions qu'ils seraient rénumérés en échelle 2 au 1^{er} août mais nous avions un doute sur l'intégration dans le grade. Le Sgen-CFDT revendiquait depuis longtemps une accélération du plan, c'est maintenant chose faite. Il reste encore les OP1, les agents-chefs, les maîtres ouvrier et les personnels de laboratoire.

• En ce qui concerne l'avancement au grade d'OEA 1^{ère} classe, les 25% du corps seront calculés selon le rythme antérieur. Les mesures seront discutées au Comité technique paritaire ministériel avant d'être appliquées.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Michel Boullier

RÉDACTRICE EN CHEF

Colette Marlin

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION, MAQUETTE

François Balédent,

Vincent Fabre,

Jean-François Rossard

COMITÉ DE RÉDACTION

G. Avinain, P. Bedin,

J. Bergault,

L. Campens,

D. Chatellier, R. Piécuch

FLASHAGE

Cadet Photo, Paris 9e.

IMPRIMERIE

ETC, Yvetot (76).

PUBLICITÉ

Athènes (I. Ganne)

3, bd Richard-Lenoir,

75011 Paris.

Tél: (1) 40.26.01.14

CPPAP 440 D 73 S

Fédération des Syndicats Généraux de l'Éducation Nationale et de la Recherche publique

47/49, av. Simon Bolivar

75950 Paris cedex 19.

Tél: (1) 40.03.37.00

Fax: (1) 42.02.50.97

Minitel:

3615 CFDT*SGEN

LYCÉE PROFESSIONNEL

Concours P.LP2 et CP-P.LP2

La note de service et ses annexes concernant les concours de la session 1994 sont parues au B.O. spécial n°3 du 9 septembre 1993.

• Les inscriptions sont d'ores et déjà ouvertes.

• Fermeture du service télématique et arrêt de remise des dossiers : 12/11/93 à 17 heures.

• Envoi de la confirmation d'inscription minitel ou du dossier papier avant le 2/12/93.

• Admissibilité

PLP2 interne : 3 et 4 février 94; PLP2 externe : 17 et 18 mars 94; Cycle préparatoire au PLP2 : Hôtellerie-Tourisme : 5 au 9 avril 94, autres sections : 13 avril 94

• L'inscription par minitel est la règle, et l'usage de dossier papier l'exception. Chaque académie dispose d'un service télématique sur le 36-14 avec un code d'accès (voir BO spécial n°3 du 9/9/93 page 8).

• Après la pré-inscription par minitel le candidat re-

çoit un imprimé de confirmation d'inscription qu'il doit renvoyer au rectorat, avec les pièces justificatives, avant le 2 décembre à minuit. S'il ne l'a pas reçu avant le 30 novembre, le candidat doit écrire en recommandé simple au service du rectorat qui gère les inscriptions.

• Il n'y a plus de limite d'âge, toutefois une personne ayant 65 ans au 1^{er} septembre 1994 ne pourra pas s'inscrire.

RETRAITÉS

Nouveaux

Vous avez pris votre retraite à cette rentrée.

Votre cotisation reste valable pour le dernier trimestre de l'année civile 1993. Pour recevoir la presse spécifique dans les meilleurs délais, signalez-nous tout de suite à la branche Retraités de la Fédération, branche générale, qui est heureuse de vous accueillir.

Votre départ à la retraite doit être aussi porté à la connaissance de votre syndicat.

JEAN-LUC ORDRONNEAU

La poignée de main entre Rabin et Arafat est plus qu'un symbole. Je suis convaincu que les accords qui viennent d'être signés marquent une étape essentielle vers la paix. Mais si nous voulons que celle-ci soit "juste, globale, et durable", nous devons veiller à ce que les promesses d'aide économique se réalisent et à ce que les droits de l'homme et les droits démocratiques soient respectés.

Tu vas partir bientôt pour Gaza, dans une région où l'intifada a provoqué de gros dégâts chez les jeunes palestiniens.

Pour bien comprendre la situation, il faut imaginer une zone - la plus surpeuplée du monde après Hongkong - dont la population est essentiellement composée de femmes et de jeunes (50 % des habitants ont moins de quatorze ans) et vit dans des camps de réfugiés. Depuis le déclenchement de l'intifada (décembre 87), environ 50 % des jours de classe ont été perdus pour cause de fermeture des écoles par les autorités israéliennes.

Pourquoi ces fermetures d'écoles ?

Il s'agit de punitions collectives. Pour Islah Gad, professeur à l'université de Bir-Zeit, près de Jérusalem, qui a rédigé un mémoire sur l'enseignement dans les territoires occupés (Gaza et Cisjordanie), "il semble que le but visé soit avant tout une tentative d'analphabétisation des jeunes générations. En effet, non seulement l'accès aux locaux, mais l'accès au savoir lui-même sont interdits".

Le fait d'organiser des cours, y compris dans les habitations privées, ou de distribuer du matériel scolaire pour le travail à domicile sont (étaient ?) passibles de dix ans de prison !

Cette question mise à part, quelles sont les principaux problèmes de l'enseignement ?

Éducateur spécialisé militant à la CFDT, Jean-Luc Ordroneau ne cache pas son soutien à la cause palestinienne. Engagé de longue date à l'Association médicale franco-palestinienne, il a décidé de prendre une année sabbatique pour travailler à Gaza, dans le cadre de l'ONG "Enfants réfugiés du Monde", à la formation sur le tas d'éducateurs palestiniens.



Bien difficile pour des enfants qui "jouent à la guerre pour de bon" depuis des années, d'établir une frontière entre jeu et réalité.

Le système éducatif palestinien est confronté à deux types de difficultés. Les problèmes "structuraux" d'une part : manque de moyens financiers et humains, entraves au développement de la formation. Quelques exemples : la moyenne est de 50 élèves par enseignant et on rencontre de plus en plus d'écoles qui fonctionnent par "roulement" : la moitié des élèves vient le matin, l'autre l'après-midi. Quant aux enseignants du secteur public, ils sont engagés sur la base de contrats annuels, vivent dans l'insécurité et la précarité, et sont privés de tous droits syndicaux. Leur salaire est égal au tiers de celui d'un enseignant israélien. Et puis d'autre part, il y a des problèmes de répression. Là,

l'ensemble des établissements est concerné (1). Les écoles, au lieu d'être des lieux protégés et sécurisants, sont la cible privilégiée des attaques de l'armée israélienne.

On imagine les difficultés à venir. Comment les enfants, qui n'ont connu comme "jeu", depuis six ans, que la guerre des pierres, vont-ils pouvoir reprendre normalement le chemin de l'école ?

Une psychothérapeute, Danièle Pavie, qui a mené un important travail sur les répercussions de l'intifada et de sa répression sur les enfants palestiniens, remarque : "On observe chez les 4-7 ans des comportements agressifs : ils se frap-

pent eux-mêmes ou entre eux, ils frappent aussi les adultes. Les enfants de 7-9 ans réagissent par l'hyperactivité, l'instabilité. Leurs jeux reproduisent des situations de guerre, mais il est difficile d'établir des frontières entre jeu et réalité. A 10-12 ans, ils sont dans le feu de l'action. Courageux, braves, leurs angoisses resurgissent la nuit dans leurs cauchemars. Pour tous, les apprentissages et le développement cognitif sont compromis. Comment être disponible pour des activités intellectuelles, lorsque l'activité mentale est employée à lutter contre les peurs ?"

C'est pour réagir contre cet engrenage effrayant que les cinq comités de femmes de la bande de Gaza ont contacté en juillet 1991 "Enfants réfugiés du Monde". Ainsi s'est créé un centre pilote d'animation et de rattrapage scolaire pour les enfants de 6-12 ans, avec les objectifs suivants : soutien scolaire ; offre d'un espace récréatif et ludique, alternative à la rue ; accueil des enfants handicapés ; formation des éducateurs palestiniens.

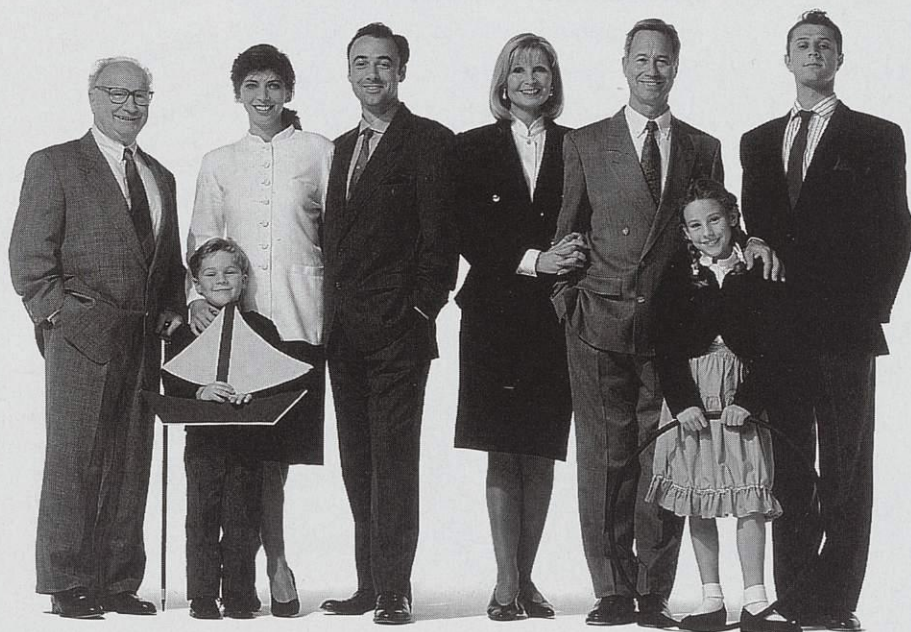
La formation théorique est assurée par des universitaires palestiniens de Bir Zeit. Nous insistons particulièrement sur la pédagogie du jeu, comme aide à la construction de l'imaginaire de l'enfant. Par l'écriture, le dessin, la poésie, les chants, les jeux dramatiques, s'exerce une fonction thérapeutique, s'ouvre un espace de créativité, s'éveille l'esprit. C'est un travail de construction contre l'habitude de la violence politique...

Propos recueillis par Jean-François Rossard

1) secteur public : 341 000 élèves (62,2 %)
UNRWA (Onu) : 132 000 élèves (24 %)
écoles privées : 76 000 élèves (13,8 %)

Enfants réfugiés du monde,
2 imp. de la Providence
75020 Paris
Association médicale franco-palestinienne, 14 rue de Nanteuil 75015 Paris

" POUR PRÉPARER L'AVENIR,
ON NE SE PRIVE DE RIEN
SURTOUT PAS DE LA PRÉFON."



PRÉFON, LA RETRAITE
INTÉGRALEMENT DÉDUCTIBLE
INTÉGRALEMENT GARANTIE

PRÉFON

Retraite. Épargne. Décès. Dépendance

95, rue de Courcelles - 75017 Paris - Tél.: 42.27.51.84 - Minitel 3615 Code PRÉFON

PRÉVOIR AUJOURD'HUI ET RÉALISER DEMAIN

Le Vade Mecum, votre outil !



Deux ou trois livres en un

29^{ème} édition, nouvelle formule. Avec toujours cette volonté du Sgen-CFDT : mettre à la disposition des personnels de l'Education nationale un outil maniable, pratique et lisible. Un outil indispensable pour se repérer dans la jungle des lois, décrets, circulaires ou notes de service, un outil pour se défendre.

Le nouveau Vade Mecum est constitué de trois livres :

- **Livre 1** : Vade Mecum des personnels des écoles
- **Livre 2** : Vade Mecum de tous les personnels des établissements du second degré
- **Livre 3** : Statut général des personnels de l'Education nationale.

Le livre 3, partie générale commune aux 1^{er} et 2nd degrés, est vendu associé au livre 1 ou au livre 2 (130 F les 2 volumes pour les adhérents, 220 F pour les non-adhérents)
ou aux livres 1 et 2 (180 F les 3 volumes pour les adhérents, 300 F pour les non-adhérents)

Avec ce Vade Mecum, le Sgen-CFDT illustre sa vocation de syndicat général pour tous les personnels de l'Education nationale.

Pour vous repérer dans la jungle des lois, décrets, circulaires ou notes de service, pour vous défendre individuellement ou construire une revendication collective : le Vade Mecum du Sgen-CFDT.

A commander auprès de votre syndicat local ou à la fédération des Sgen-CFDT